

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

**Abo 2016**  
Soutenez l'UDC  
et le Franc-Parler!  
Bulletin de versement en annexe.



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

SPECIMEN

## Bulletin de vote pour la votation populaire du 5 juin 2016

Acceptez-vous l'initiative populaire « En faveur du service public » ?	Réponse <b>NON</b>
Acceptez-vous l'initiative populaire « Pour un revenu de base inconditionnel » ?	Réponse <b>NON</b>
Acceptez-vous l'initiative populaire « Pour un financement équitable des transports » ?	Réponse <b>OUI</b>
Acceptez-vous la <b>modification du 12 décembre 2014 de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA)</b> ?	Réponse <b>NON</b>
Acceptez-vous la <b>modification du 25 septembre 2015 de la loi sur l'asile (LAsi)</b> ?	Réponse <b>NON</b>

## Loi sur l'asile

3-5

Stopper la folie de l'asile!



**NON** aux  
avocats gratuits et  
aux expropriations

Donc le 5 juin:  
**Révision de la loi  
sur l'asile**  
**NON**



## Albert Rösti

8-9

Interview avec le nouveau prési-  
dent du parti



# L'UDC dans les médias en avril et en mai



## Le mot du président



## Au boulot!

Chers membres et sympathisants de l'UDC,

Le 23 avril 2016, les délégués de l'UDC Suisse ont réattribué tous les mandats des organes dirigeants. Je remercie chacun des délégués et déléguées de la confiance exprimée par son vote aux nouveaux élus ainsi qu'à moi-même. J'adresse également, au nom de l'ensemble du parti, un grand merci à mon prédécesseur Toni Brunner pour le travail colossal qu'il a fourni au cours des 16 années consacrées à la direction du parti, dont huit en tant que président. Enfin, je remercie de tout cœur Judith Uebersax, Claude-Alain Voiblet et le conseiller national Luzi Stamm, qui cessent leurs fonctions au sein du comité.

Ces élections, votées à l'unanimité, sont le signe de l'unité du parti et lui assurent le maintien d'une image forte. Certains médias s'efforcent encore et toujours d'ébranler la crédibilité de l'UDC, à travers des attaques contre nos conseillers fédéraux ou nos représentants au Parlement. La réaction de Madame Sommaruga au discours sans ambages du conseiller national Roger Köppel concernant l'extension inconstitutionnelle de la libre circulation des personnes à la Croatie relève de la même intention. Il ne s'agit pas de mener une politique indépendante dans l'intérêt du pays, mais d'user de moyens perfides visant à affaiblir l'UDC.

Tout cela doit nous motiver encore davantage à retrouver nos manches et à nous engager pleinement pour une Suisse libre, indépendante et sûre, dans l'intérêt de notre population. Ce ne sont pas les défis de taille qui manquent. Il faut empêcher l'adhésion à l'UE. Il faut freiner l'augmentation constante des dépenses fédérales. Il faut mettre en œuvre l'initiative sur l'immigration de masse. Il faut rejeter la nouvelle loi sur l'asile : loin d'accélérer le renvoi des migrants à motifs économiques, elle renforce l'attrait de notre pays pour les passeurs. Alors, au boulot !

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse



## Les pays voisins contrôlent à nouveau efficacement leurs frontières – et la Suisse?

L'exode vers l'Europe a laissé des traces évidentes. Presque aucun pays européen n'a encore des frontières aussi ouvertes qu'il y a un an. Les principaux pays concernés ont durci leurs lois sur l'asile ou sont en train de le faire. Seule la Suisse veut encore renforcer sa politique d'accueil à bras ouverts de tous les requérants.

Les gros titres des journaux sont on ne peut plus éloquentes :



Les déclarations tonitruantes à effet magnétique sur les requérants potentiels, les abuseurs de l'asile et les passeurs ont cessé après le fameux «Wir schaffen das» d'Angela Merkel. Seule la Suisse officielle refuse de tirer les leçons de la réalité.

### Fini les déclarations irréflechies

Les frontières situées sur la « route des Balkans » sont en grande partie fermées. Seule reste ouverte la route de la Méditerranée, qui mène directement vers la Suisse, puisque l'Autriche s'appête à fermer aussi sa frontière sud aux immigrants illégaux, au col du Brenner. Il est grand temps que la Confédération, les cantons et l'armée réfléchissent à différents scénarios. Cependant, je peine à comprendre comment on peut publier fièrement les résultats de ces planifications, qui manquent leur cible :

« Nous avons trois scénarios. L'un se base sur 10 000 demandes d'asile en un mois, un autre sur 10 000 demandes durant trois mois consécutifs et un troisième sur 30 000 passages de frontière en quelques jours. » (Hans-Jürg Käser, directeur de la police, Tages Anzeiger du 8.4.16)

Plus loin : « Le principal objectif est que tous les requérants d'asile soient enregistrés et que leur potentiel de risque et leur état de santé soient examinés. En outre, tous les requérants doivent être hébergés et encadrés. J'ai l'ambition qu'il n'y ait aucun sans-abri dans le pays le plus riche du monde ».

### Accélérer l'immigration illégale ?

Prenant une position diamétralement opposée à celle exprimée par les autres pays, la Suisse continue d'entretenir de faux espoirs, selon le principe :

Nous sommes préparés à une explosion du nombre de requérants. Ici, on offre une prise en charge totale, comprenant avocat, soins médicaux et dentaires, logement et accompagnement personnalisé. Quoi de mieux pour donner un coup d'accélérateur à l'exode et à l'immigration illégale vers la Suisse ?

Adrian Amstutz,  
conseiller national et  
président du groupe,  
Sigriswil (BE)



## 4 NON à la révision de la loi sur l'asile

# Les raisons de mon « non »

L'augmentation du nombre de demandes d'asile représente pour nombre de communes suisses une bombe à retardement dans l'aide sociale, dont le lent compte à rebours semble s'approcher inexorablement de l'issue fatale.

La politique d'asile aujourd'hui menée par le Conseil fédéral, et par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, est mauvaise. Tout le monde le dit : coûts, criminalité ou problèmes de logement, tout augmente. Et la révision de la loi sur l'asile, telle que proposée en votation populaire le 5 juin prochain, ne va pas améliorer une situation plutôt difficile. Cette révision doit être combattue. Voici les raisons de mon « non ».

### Expropriations scandaleuses

La révision proposée prévoit que la Confédération peut exproprier des communes ou des particuliers, propriétaires de terrains ou bâtiments, pour y construire de nouveaux centres d'asile. Ancien conseiller com-

**« Cette proposition est scandaleuse : elle va à l'encontre de notre démocratie, elle est totalement opposée à notre culture du dialogue, de la recherche de compromis. »**

munal et syndic de ma commune de Châtonnaye en Glâne fribourgeoise, je suis outré. Cette proposition est scandaleuse : elle va à l'encontre de notre démocratie, elle est totalement opposée à notre culture du dialogue, de la recherche de compro-



mis. Cette politique de la contrainte n'est pas la solution : elle va provoquer tensions et rebellions. Alors qu'il existe des communes prêtes à mettre terrains ou bâtiments à disposition mais... après explications, négociations. Je prends l'exemple de ma paroisse, prête il y a quelque temps, à mettre une ancienne cure, contre location, à disposition de la Confédération. Laquelle a refusé l'offre.

Que dire encore contre cette révision ? Un « non » catégorique contre l'avocat gratuit. L'homme de loi ainsi offert aux requérants n'est pas si gratuit que cela... Le contribuable finance ces avocats alors que la Confédération mène une rigoureuse politique d'économies ! Le contribuable finance ces avocats, dont le travail ne va que rallonger les procédures, permettant ainsi aux requérants de rester en Suisse... encore plus longtemps que s'ils avaient été renvoyés au terme d'une procé-

dure rapide... Ces avocats gratuits vont tout simplement alimenter une véritable « usine à gaz » juridico-administrative dont notre pays n'a que faire.

### Non le 5 juin

Il faut dire « non » à cette révision de la loi sur l'asile. Et ce n'est nullement faire preuve de manque d'humanité, c'est plus pragmatiquement renoncer à des coûts supplémentaires, à des contraintes antidémocratiques, bref à de fausses solutions pour un vrai problème.



Pierre-André Page,  
conseiller national,  
Châtonnaye (FR)

# Choc des civilisations

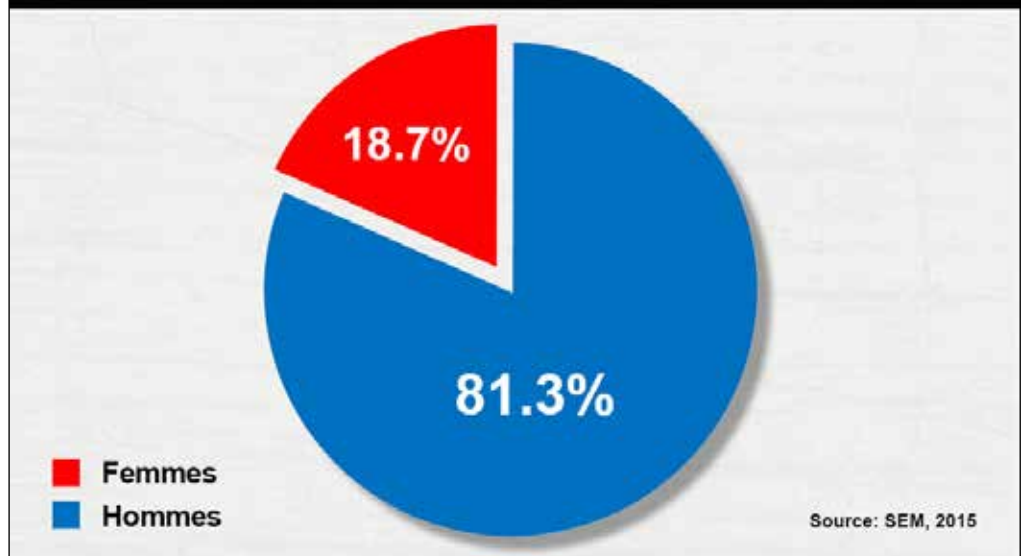
La révision de la Loi sur l'Asile qui nous sera soumise le 5 juin prochain va bien au-delà d'une modification législative. C'est un choc des civilisations qui nous est proposé.

**S**imonetta Sommaruga veut ouvrir la porte en grand à ces hordes de jeunes gens nourris aux mamelles d'une religion qui voit dans la femme un être de seconde zone qu'on agresse dès lors qu'elle ne se dissimule pas dans ces prisons mobiles qu'ils appellent burqas. Nous sommes encore bien loin d'une réelle égalité homme-femme et pourtant c'est une Ministre socialiste qui déroule le tapis rouge à ces gens qui ont montré leur vrai visage à Cologne et ailleurs. Grâce à Simonetta Sommaruga, ils auront encore plus de force eu égard à leur nombre en constante augmentation.

Il y a quelques semaines, le chiffre de 120'000 demandes était qualifié de farfelu à Berne où l'on s'y prépare aujourd'hui, signe qu'il sera largement dépassé. Le 5 juin, nous serions bien inspirés de glisser dans l'urne un non ferme et décidé, histoire de ne pas aggraver encore une situation qui est depuis longtemps déjà hors de contrôle.

## LES FAITS:

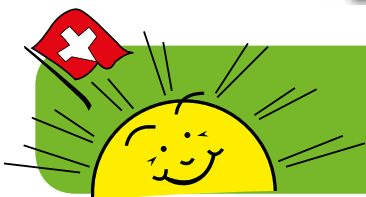
72% de tous les requérants d'asile en Suisse sont des hommes (28'566). Chez les requérants de 16-25 ans, plus de 80% sont des hommes.



C'est un fait de la politique d'asile: 72% de tous les requérants d'asile en Suisse sont des hommes. Chez les jeunes, le chiffre monte même à plus de 80%. Dans les prochaines années, beaucoup de ces jeunes hommes feront venir femmes et enfants par le biais du regroupement familial.



Céline Amaudruz,  
conseillère nationale,  
Genève (GE)



Les délégués de l'UDC Suisse ont balayé la modification de la loi sur l'asile à l'unanimité des voix (511 contre et 0 pour).  
Plus d'informations: [www.avocats-gratuits-non.ch](http://www.avocats-gratuits-non.ch)



# Eugénisme préimplantatoire

**Le peuple décidera le 5 juin prochain du diagnostic préimplantatoire. Ce thème met en jeu, ni plus, ni moins, l'esprit et l'âme de notre civilisation. Lors du débat sur l'article constitutionnel relatif à cette matière le gouvernement et le parlement avaient promis que la loi d'application serait extrêmement restrictive. Une fois de plus on a recouru à la fameuse tactique du salami: d'abord on fait passer le principe en multipliant les promesses, puis on passe aux actes sans regarder en arrière.**

**S**i cette loi est acceptée, des milliers d'embryons sélectionnés hanteront des armoires frigorifiques dans l'attente de conquérir un marché très lucratif, car marqué par une forte demande de bébés „sans défaut“. Il sera permis d'„élever“ douze embryons pour finalement permettre à l'un d'entre eux de „vivre une vie digne d'être vécue“.

La distinction entre une vie digne d'être vécue et une vie indigne d'être vécue est indigne d'un Etat de droit civilisé. Demain on se posera la même question pour des personnes âgées et malades et après-demain on n'élèvera plus que des surhommes qui n'ont aucun défaut génétique. Au risque d'éliminer d'emblée un futur Mozart, Einstein ou Gandhi.

### Tactique du salami

Plutôt restrictif au début, le catalogue des défauts génétiques sera inévitablement allongé par la suite sous la pression de la demande. Cela se passe toujours ainsi lorsqu'on a ouvert la boîte de Pandore.

Combien d'entre nous seraient en vie aujourd'hui si avant notre naissance on avait éliminé des vies sous le prétexte qu'elles ne sont pas dignes d'être vécues? Mes problèmes circulatoires et cardiaques d'origine génétique m'auraient fait exclure d'entrée

**La chimère  
de l'être humain  
parfait**

**Loi extrême NON  
sur la procréation**



**La distinction entre une vie digne d'être vécue et une vie indigne d'être vécue est indigne d'un Etat de droit civilisé. Demain on se posera la même question pour des personnes âgées et malades et après-demain on n'élèvera plus que des surhommes qui n'ont aucun défaut génétique.**

de jeu, si bien que le Valais n'aurait probablement toujours pas de conseiller d'Etat UDC!

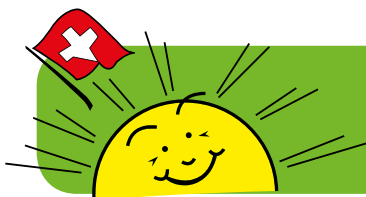
### Stigmatisation des handicapés

Enfin, demandons-nous comment seront observés les enfants handicapés et leurs parents qui auraient refusé un diagnostic préimplantatoire. On reprochera toujours, fût-ce tacitement, à ces parents d'avoir manqué de sens de la responsabilité, de l'avoir voulu et on dira qu'il est scandaleux que l'Etat doive assumer les coûts des enfants handicapés.

Pour toutes ces raisons et aussi pour compenser la décision scandaleuse

du si chrétien PDC qui recommande l'acceptation de ce projet, l'UDC doit massivement rejeter le 5 juin prochain la loi sur le diagnostic préimplantatoire.

*Oskar Freysinger,  
conseiller d'Etat,  
Savièse (VS)*



**Le Comité central a refusé de peu son soutien à la révision de la loi sur la procréation médicalement assistée par 36 voix contre 23 (5 abstentions).**

# Non à l'augmentation de l'essence - OUI à l'initiative «Vache à lait»

Le 5 juin 2016, nous voterons sur l'initiative « pour un financement équitable des transports » (dite initiative « Vache à lait »). Ce jour-là, les citoyens décideront si l'argent des usagers de la route, autrement dit les rentrées fiscales issues de l'impôt sur les huiles minérales, doivent impérativement être affectées à l'entretien et à l'extension du réseau routier ou si les projets urgents de contournement et d'élargissement seront financés par une augmentation du prix de l'essence.

Il est bien entendu inacceptable de puiser encore davantage dans la bourse des automobilistes. Aujourd'hui déjà, les usagers de la route paient plus qu'assez : 9 milliards de francs par an au total! Mais la plus grande part des recettes fiscales provenant de la route va à la caisse fédérale générale et aux transports publics, de sorte qu'elles manquent pour les projets routiers.

## Attention : On veut faire payer encore plus aux automobilistes

Il est inacceptable d'attendre que les automobilistes mettent une fois de plus la main au portefeuille. C'est pourtant ce que prévoit le projet «Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA)», actuellement débattu au Parlement, qui augmenterait le prix de l'essence d'au moins 4 centimes par litre. Cette hausse est inutile, car l'argent disponible suffit pour étendre et entretenir les infrastructures routières.

## 60% d'impôts et taxes par litre de carburant suffisent

Aujourd'hui déjà, nous payons 60% d'impôts et taxes sur chaque litre de carburant acheté à la pompe. L'essence et le diesel ne représentent que 40% du



prix total. Une charge fiscale de 60% n'existe nulle part ailleurs !

La hausse d'impôt prévue avec FORTA pèserait lourd dans le budget des entreprises et des ménages. Il est insensé de prendre un tel risque par les temps économiques difficiles que nous vivons.

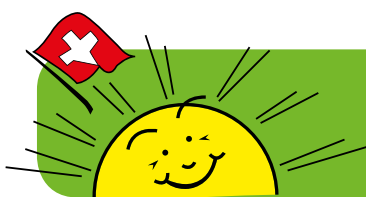
## La solution : OUI à l'initiative «pour un financement équitable des transports»

Les initiatives populaires « pour un financement équitable des transports »

(ou Vache à lait) » et « FORTA » se complètent mutuellement. L'initiative « Vache à lait » propose un concept de financement à long terme. Une pleine affectation de l'impôt sur les huiles minérales fournirait au cours des années à venir suffisamment d'argent pour les projets routiers en cours. Quant à « FORTA », il dresse la liste des projets routiers spécifiques à réaliser. En cas de OUI à l'initiative « Vache à lait », « FORTA », qui regroupe différents projets, devrait subir des adaptations ponctuelles. Le Parlement pourrait y procéder sans problème après le vote du 5 juin 2016.

Ceux qui pensent qu'il y a suffisamment d'argent pour la route et qu'il n'est pas question d'augmenter encore le prix de l'essence votent, comme tous les conseillers et conseillères nationaux UDC, OUI à l'initiative «pour un financement équitable des transports».

Nadja Pieren,  
conseillère nationale,  
Berthoud (BE)



Les délégués de l'UDC Suisse se sont prononcés très clairement en faveur de l'initiative « Vache à lait » pour un financement équitable des transports.  
Plus d'informations: [www.financement-equitable-transports.ch](http://www.financement-equitable-transports.ch)

# Lutter pour ses convictions se croit seul.

**Le conseiller national Albert Rösti, nouveau président de l'UDC élu à l'unanimité au cours de l'assemblée des délégués le 23 avril 2016 à Langenthal (BE), répond aux questions de Franc-Parler.**

***Franc-parler: Qu'est-ce qui vous motive en tant que nouveau président et vous donne la force d'exercer ce mandat difficile ?***

Albert Rösti: Je me sens très privilégié de vivre dans un pays merveilleux et prospère. Il appartient à notre génération de lutter pour que cela reste ainsi. En ma fonction de président de l'UDC Suisse, je veux apporter ma pierre à l'édifice et défendre les valeurs d'indépendance, de liberté et de sécurité, éléments-clé de notre prospérité.

***Comment Albert Rösti a-t-il atterri en politique ? Pourquoi et dans quelles circonstances***

Mes parents, gérants d'une exploitation agricole de montagne avec alpage, n'avaient certes pas le temps de s'engager activement, mais la politique était toujours présente à la table familiale. À chaque repas de midi, ils commentaient l'actualité et discutaient des répercussions sur la région et la famille. Cela m'a marqué et a éveillé en moi un intérêt précoce pour la politique.

***L'événement de votre carrière politique qui vous a le plus marqué sur le plan personnel ?***

Sans aucun doute, le non à l'EEE du 6 décembre 1992. Étudiant à l'EPFZ et opposé au projet, je me trouvais isolé. Presque tous les professeurs s'étaient prononcés en faveur d'une

adhésion, à l'instar de l'establishment politique. Le peuple a pourtant dit non, ce qui m'a montré qu'il valait la peine de lutter pour ses convictions, même lorsqu'on se croit seul.

***À quoi ressemblerait pour vous une journée parfaite ?***

Une journée de randonnée vers un sommet de montagne sous un soleil

chée et de fromage. Et comme petit plaisir final : une meringue pour le dessert.

***Quels sont à votre avis les plus grands défis qui attendent la Suisse ?***

La mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration massive, c.-à-d. le contrôle de l'immigration à travers la priorité aux travailleurs indigènes, des plafonnements et des contingents, représente un défi de taille. De nombreuses forces se liguent en effet contre cette mise en œuvre, qui est pourtant extrêmement importante du point de vue économique. Sans contrôle, il viendra au fil du temps de plus en plus de personnes qui finiront par profiter de notre système social. Cela entraînera une hausse des déductions sur salaire et une perte de prospérité.

***Qu'est-ce que l'UDC devra faire autrement ou mieux à l'avenir ? Pourquoi a-t-on encore besoin de l'UDC ?***

L'UDC est le seul parti à lutter sans restriction pour le maintien de l'indépendance et de l'autodétermination de la Suisse. Pour les préserver, nous devons parvenir à empêcher

l'accord-cadre avec l'UE décidé par le Conseil fédéral et actuellement négocié avec Bruxelles, qui prévoit une adaptation automatique du droit, des juges étrangers et des sanctions de l'UE contre la Suisse.



## Albert Rösti, l'homme :

- marié à Theres Rösti-Neuenschwander
- 2 enfants (16 et 20 ans)
- formation d'ingénieur agronome avec doctorat à l'EPFZ
- président de commune à Uetendorf
- gère son propre bureau de consultance économique et politique

éclatant, avec vue sur les Alpes, le Plateau et jusqu'au Jura, accompagné de ma famille. L'excursion se termine en beauté par un café à la crème fouettée typique de l'Entlebuch, accompagné d'assiettes de viande ha-



# ons, même lorsqu'on

Pour pouvoir atteindre les objectifs de l'UDC dans l'intérêt du pays, elle doit savoir encore mieux mobiliser. Il existe trop de sections et de membres qui n'ont presque aucune activité. Or, nous avons besoin de chacun et chacune pour gagner les votes et les élections. C'est une tâche de longue haleine de toutes les sections et de tous les partis cantonaux. J'apporterai mon soutien partout où je pourrai.

**Quels objectifs avez-vous fixés pour le parti en prévision des prochaines élections ?**

Nous voulons poursuivre notre crois-

sance, afin de pouvoir imposer notre politique, qui a pour buts le maintien de l'indépendance, une faible charge fiscale pour la sauvegarde des emplois et le contrôle de l'immigration. Cela en étant conscients que le maintien de la part actuelle de l'électorat, soit presque 30%, constitue déjà un défi. Il existe cependant encore quelques cantons, particulièrement en Suisse romande, où la part est largement inférieure. Il faut exploiter ce potentiel.

**Parmi vos qualités, quelle sera celle dont l'UDC profitera le plus ?**

J'ai appris dans différentes fonctions professionnelles à bien organiser, à

afficher une ligne de direction claire et, si nécessaire, à concilier. Et le plus important : Je veux motiver les gens et les convaincre de notre politique, indispensable au maintien de la prospérité pour nos familles.

**Si l'on vous accordait en tant que président du parti un vœu pour l'avenir de l'UDC, que souhaiteriez-vous ?**

J'attends de toutes les figures du parti qu'elles s'engagent clairement à travailler dur pour les citoyens et citoyennes de notre pays. Il faut faire front commun, ne pas nous diviser et ne jamais perdre de vue notre objectif.



Le nouveau président est désormais assisté par trois vice-présidents avec la conseillère nationale **Céline Amaudruz** (GE), le conseiller national **Thomas Aeschi** (ZG) et le conseiller d'Etat **Oskar Freysinger** (VS). Le bureau de la direction du parti compte également un responsable de la stratégie en la personne de l'ancien conseiller fédéral **Christoph Blocher**. L'ancien conseiller national **Walter Frey** a, lui, le rôle de responsable de la communication et le conseiller national **Thomas Matter** est le nouveau responsable des finances. Le président du groupe **Adrian Amstutz** complète ce nouveau bureau de direction.



# Für Bauern mit Weitblick.

«Die BauernZeitung liefert uns wertvolle Tipps für unseren Hof»

Silvia, Peter und Simon Limacher, Flühli/LU

Die **NEUE**  
BauernZeitung



Die neue BauernZeitung informiert Sie jetzt noch aktueller über Marktgeschehen, Landwirtschaft und Politik. Umfassend und überall:

- Regionalausgaben für die Nordwest-, Ost- und Zentralschweiz
- Online-Zeitung/Marktplattform
- BauernZeitung-App

Schweizer Agrarmedien AG  
Dammweg 3, 3000 Bern 22,  
Abodienst Tel. 031 958 33 37

[www.bauernzeitung.ch](http://www.bauernzeitung.ch)

Jetzt 4 Wochen kostenlos  
kennenlernen und eine  
Ferienwoche auf Sizilien  
gewinnen!

[www.bauernzeitung.ch](http://www.bauernzeitung.ch)

**agrarreisen**

**BAUERNZEITUNG**

Von Bauer zu Bauer.



## Une Suisse encore plus attractive?

Réunis le 23 avril à Langenthal (BE), les délégués de l'UDC Suisse ont élu Albert Rösti à la présidence. Dans un discours engagé, le nouveau président a fait la promesse de se battre pour une Suisse neutre et indépendante. La nouvelle loi sur l'asile a été balayée à l'unanimité des voix (511 contre et 0 pour). Les délégués se sont ensuite prononcés très clairement en faveur de l'initiative « Vache à lait » pour un financement équitable des transports.



### Il faut stopper la folie de l'asile

«La réalité est que la très grande majorité des requérants ne vient pas de régions en guerre. Les Erythréens constituent le groupe le plus important. Viennent ensuite les Afghans – qui n'arrivent pas d'Afghanistan, mais d'Allemagne. Il faut stopper la folie de l'asile pour sauver le droit d'asile: non aux expropriations, non à la culture de bienvenue, non à la révision de la loi sur l'asile!»

**Roger Köppel**, conseiller national, Küsnacht (ZH)

### Le thème de la sécurité est définitivement sorti de l'ombre

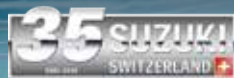
«Trop longtemps la sécurité a joué un rôle mineur en politique. Après la chute du mur de Berlin on croyait à l'ouverture d'une ère de paix et de stabilité. Nous savons aujourd'hui que ces espoirs étaient vains. Le monde n'est ni plus paisible, ni plus stable. C'est le contraire qui est vrai. Mais comme souvent dans l'histoire on ne réalise la valeur de la sécurité que lorsque la menace est aiguë.»

**Guy Parmelin**, conseiller fédéral, Bursins (VD)





# L'EXCLUSIVE COLLECTION SUZUKI SERGIO CELLANO 2016



NOUS FETONS,  
VOUS PROFITEZ!

PREMIERE SUISSE



Sergio Cellano

## UN DESIGN ELEGANT POUR VOUS ET VOTRE SUZUKI

Les modèles anniversaire Sergio Cellano ne vous procurent pas seulement des avantages client jusqu'à concurrence de 9530 francs, mais aussi le design, l'artisanat et le luxe le plus raffiné. Découvrez vous aussi les exclusifs modèles anniversaire — maintenant chez votre revendeur spécialisé Suzuki officiel.

## CHAQUE MODELE ANNIVERSAIRE SERGIO CELLANO COMPORTE LE PACK SERGIO CELLANO

Chaque modèle anniversaire Sergio Cellano comporte l'exclusif pack Sergio Cellano. Font partie du pack: un sac en cuir «Weekender» tendance, un confortable coussin de voyage Sergio Cellano, de luxueux tapis de sol, un élégant porte-clés ainsi que des éléments de décoration extrêmement attrayants. Sont en outre compris pour chaque véhicule: bonus anniversaire et 5 ans de garantie premium et mobilité Suzuki.



Votre revendeur spécialisé Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de Suzuki-Hit-Leasing adaptée à vos besoins avec un attrayant taux d'intérêt de 3.5%. **Conditions de leasing:** Durée 48 mois, 10000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 3.56%, assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 15% (Celerio 30%) du prix d'achat net, caution: 5% du prix d'achat net, au minimum Fr. 1000.-. La durée et le kilométrage sont variables et peuvent s'adapter à vos besoins personnels. Financement et leasing: [www.multilease.ch](http://www.multilease.ch). **Tous les prix sont des recommandations sans engagement, TVA comprise (bonus anniversaire déjà déduit).** Série limitée. Jusqu'à épuisement du stock. Acheter et profiter maintenant. Valable pour les immatriculations effectuées jusqu'au 31.8.2016 (Baleno signature du contrat) ou jusqu'à nouvel ordre. New Swift Sergio Cellano, 5 portes, Fr. 16990.-, avantage pack Sergio Cellano Fr. 7530.-, bonus anniversaire Fr. 2000.-, avantages anniversaire Fr. 9530.-, consommation de carburant normalisée: 4.3l/100 km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO<sub>2</sub>: 99g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 139g/km.



Le N°1 des compactes

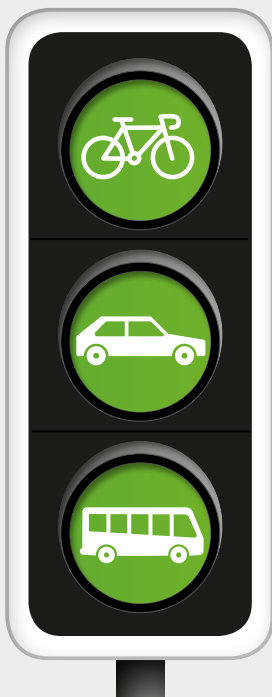


Way of Life!

[www.suzuki.ch](http://www.suzuki.ch)

# Aller de l'avant!

financement-equitable-transports.ch



**OUI**  
le 5 juin



„Les automobilistes paient toujours plus d'impôts et de redevances. Cet argent doit enfin être engagé pour la route. Voilà pourquoi nous votons oui le 5 juin !“

**Natalie Rickli**  
conseillère nationale UDC

**Andri Silberschmidt**  
président des Jeunes libéraux-radicaux Suisse

# Contre un revenu de base inconditionnel

L'initiative populaire « Pour un revenu de base inconditionnel » prévoit que toute la population en Suisse touche, par mois et par personne, un revenu de base – et ce de manière inconditionnelle. Bien que le libellé de l'initiative ne fixe pas le montant du revenu, les initiants partent du principe que le revenu de base s'élèvera à environ 2500 francs. La somme de 625 francs est mentionnée pour les enfants.

**N**ous allons voter le 5 juin sur une initiative constitutionnelle voulant instaurer un revenu de base inconditionnel pour tous les habitants de notre pays. Voilà une idée généreuse mais complètement utopique, pour ne pas dire plus.

## Les coûts sont énormes

Son coût tout d'abord : près de 200 milliards par année, soit près du tiers du produit intérieur brut. 128 milliards de francs auraient dû être prélevés sur les revenus provenant d'une activité lucrative et 25 milliards couverts par d'autres taxes et impôts.

## L'initiative intensifie les problèmes avec l'immigration massive

Je pourrais sans doute m'arrêter là, mais d'autres arguments méritent d'être évoqués. Quelle sera la motivation de personne non qualifiées et souvent peu motivées de chercher un emploi ? Dans une période où le chômage ne cesse de se développer dans tous les pays qui nous entourent la Suisse sera encore plus attrayante pour les travailleurs non qualifiés de l'UE.

## L'initiative concerne tout le monde en Suisse - aussi les enfants

Il faut aussi préciser que ce revenu ne concerne pas uniquement les adultes en âge de travailler, mais toute la population. Même si les promoteurs de

## 5 juin: NON à l'initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel car...

- elle nous conduit dans un cercle vicieux et finalement à l'effondrement de notre système
- elle favorise les abus et le travail au noir
- elle met en danger la cohésion sociale de la Suisse
- c'est une attaque à nos valeurs et à notre sens des responsabilités
- elle suscite de faux espoirs
- elle agit comme un aimant pour les migrants

L'initiative ne fixe pas de montant, on parle de Fr 2500.- par adulte et Fr 625.- par enfant.

Un professeur belge qui travaille sur ce dossier depuis plus de trente ans relève aussi que le montant proposé est irréaliste. Il parle d'un revenu de base inconditionnel de Fr 986.- dans un récent article.

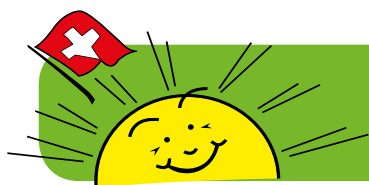
## Ceux qui ont besoin d'aide l'obtiennent déjà

La cohésion au sein de la société repose sur l'idée selon laquelle seules les personnes qui ne sont pas en mesure de réaliser un revenu suffisamment élevé bénéficient de prestations de transfert d'une assurance sociale ou de l'aide sociale.

C'est pourquoi notre pays a toujours soutenu les plus faibles et le seul argument que les personnes défavorisées ne devraient plus solliciter d'aide de l'Etat n'est pas suffisant pour dire oui à cette initiative.

**Votez clairement non le 5 juin à l'initiative pour un revenu de base inconditionnel.**

*Jean-François Rime,  
conseiller national,  
président de l'usam,  
Bulle (FR)*



L'initiative populaire «pour un revenu de base inconditionnel» a été rejetée à l'unanimité par le comité central de l'UDC Suisse.



# CLUB PISCINE

WWW.CLUBPISCINE.CH

SPAS - PISCINES - TRAITEMENT DE L'EAU - ACCESSOIRES



WIR Bank

Route de Toches 3 - 1026 ECHANDENS - 021 617 17 17

Revenu de base inconditionnel  
l'argent ne tombe pas du ciel !

RBI  
NON

## LAVAGE ET VENTE DE DUVETS ET COUSSINS

WIR Bank

Le Roi  
du Duvet

DUVET PRESTIGE

Route des Toches 3 - 1026 ECHANDENS - Tél. 021 703 10 00

### IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, parlement.ch, Peter Schaub, Peter Reist, Gonzalo Garcia.



# Non à une illusion de service public

**En interdisant aux entreprises telles que Swisscom, La Poste ou les CFF de faire du bénéfice, l'initiative empêche celles-ci d'investir dans le service public. Elle affaiblit donc le service public au lieu de le renforcer.**

**L**e but de l'initiative est d'interdire à la Confédération tout but lucratif, subventionnement croisé et de ne pas poursuivre d'objectif fiscal. Ces principes seraient aussi applicables aux entreprises qui accomplissent des tâches pour la Confédération ou qu'elle détient majoritairement. Les salaires de ces entreprises ne devraient pas être supérieurs à ceux de l'administration fédérale.

Les entreprises telles que les CFF, La Poste et Swisscom entre autres seraient directement concernées. Or, ces entités qui ont chacune un rôle, un financement et une organisation différente se verraient soudainement confrontées à un seul et même cadre législatif inadapté.

## Un corset rigide

En effet, l'initiative mettrait un corset rigide à ces entreprises et les empêcherait d'être flexibles pour réagir aux multiples changements d'environnement et de marché. Le monde évolue très vite et les entreprises ne peuvent pas vivre dans une bulle fermée.

L'interdiction des bénéfices n'augmenterait en rien la qualité du service public. Au contraire, on risquerait plus facilement de se trouver confrontés à des déficits qui devraient ensuite être comblés par les contribuables. Or, Swisscom



**Avec cette règle sur les salaires, on reviendrait à un système quasi communiste qui constituerait un grand bond ... en arrière.**

et La Poste ont versé l'an dernier à la Confédération 780 millions de francs à titre de dividendes. Ces recettes disparaîtraient et devraient être financées par une augmentation d'impôts.

## Un système quasi communiste

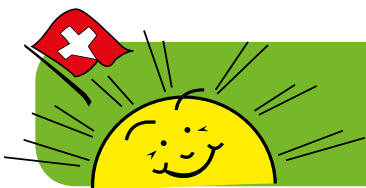
De plus, le plafonnement des salaires au niveau de l'administration ferait perdre les cadres qui sont indispensables pour une bonne gestion. Trouver un patron ayant les compétences de diriger une entité de plusieurs milliers de personnes avec un chiffre d'affaires se comptant en milliards à son prix. Avec cette règle sur les salaires, on reviendrait à un système

quasi communiste qui constituerait un grand bond ... en arrière.

L'initiative est donc une fausse bonne idée. Elle est rejetée par l'ensemble des grands partis, du Conseil fédéral et du Parlement, et même par la Fédération romande des consommateurs.

**Un non s'impose donc le 5 juin.**

*Manfred Bühler,  
conseiller national,  
Cortébert (BE)*






**Le comité central a décidé à l'unanimité, tout comme le parlement, de voter NON à l'initiative «En faveur du service public».**  
**Plus d'informations: [www.servicepublic.ch](http://www.servicepublic.ch)**



# Détruire les acquis?

Notre pays bénéficie d'une infrastructure et de prestations de base uniques au monde. Elles assurent le bon fonctionnement de la Suisse, notre sécurité, notre bien-être et des emplois intéressants! L'initiative populaire «Service public» remet tout cela en cause. Elle vise en effet à dicter la conduite des CFF, de Swisscom et de la Poste, à les restreindre et à leur ôter la liberté entrepreneuriale dont elles ont tant besoin.

## Les conséquences sont on ne peut plus claires:

-  Le maintien et le développement de l'infrastructure des CFF, de Swisscom et de la Poste sont bloqués. L'initiative leur interdit en effet d'investir leurs propres ressources de manière autonome, ce qui met en péril l'infrastructure et les prestations de base à la fois performantes et uniques au monde de notre pays.
-  Les communes, les cantons et la Confédération perdent chaque année des millions de recettes fiscales. Les investissements doivent en plus être payés par les pouvoirs publics. L'initiative creuse donc un gouffre de plusieurs milliards dans les caisses publiques et entraîne une augmentation d'impôts pour tout le monde!
-  La solidarité entre les régions est détruite. L'initiative empêche les financements croisés dans les régions périphériques moins rentables. Elle remet ainsi en cause la cohésion nationale et affaiblit les régions périphériques!

Par conséquent, le 5 juin,

**NON**  
à l'initiative  
ruineuse  
«service public»

[www.servicepublic.ch](http://www.servicepublic.ch)